



PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU EURÓPSKY PARLAMENT
EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

DÉLÉGATION POUR LA MISSION D'OBSERVATION
ÉLECTORALE AU VENEZUELA
(3 décembre 2006)

**Rapport de M. Manuel MEDINA ORTEGA,
président de la délégation, aux commissions des affaires
étrangères et du développement**

Annexes: Liste des participants
Programme de la visite
Rapport préliminaire de la MOE de l'UE

Bruxelles, 6 décembre 2006
LMG/nal

Introduction:

La Conférence des présidents, lors de sa réunion du 26 octobre 2006 a décidé d'envoyer une mission d'observation électorale au Venezuela, composée de 7 députés désignés conformément au système d'Hondt.

Le 16 novembre 2006, la délégation a été constituée et a élu à sa présidence le député du PSE M. Manuel MEDINA ORTEGA. La délégation a tenu une réunion préparatoire le 29 novembre.

Il a été convenu que la délégation arriverait le 30 au Venezuela et qu'elle se déploierait en différentes équipes le jour des élections.

Situation intérieure:

Après la dictature du général Marcos PÉREZ JIMÉNEZ et après la fin d'une étape de gouvernement militaire et de luttes intestines, le président Rómulo BETANCOURT, élu en 1958, instaura la démocratie et adopta une nouvelle constitution en 1961. Celui-ci a tenté de réformer et de moderniser l'agriculture et le secteur industriel, établissant ainsi un climat de stabilité politique, en partie grâce à l'accord «*Punto Fijo*» qui prévoyait l'alternance au pouvoir des deux principaux partis politiques. À la suite de la croissance économique générée par les ressources pétrolières, le pays a vécu une période de rapide modernisation, qui n'a toutefois pas été accompagnée d'une répartition équitable des richesses.

La faiblesse du modèle économique, accompagnée d'une forte croissance démographique, a donné lieu à un appauvrissement général de la population durant les années 80, situation qui a généré de grandes manifestations ainsi que le mécontentement de la population.

En 1992, se sont succédés deux coups d'État avortés, dirigés par Hugo CHÁVEZ FRÍAS et Francisco ARIAS CÁRDENAS.

Les élections de 1993 ont investi au poste de président Rafael CALDERA, qui a subordonné les principes constitutionnels à la recherche de la fin de la crise et des troubles. Le contrôle des prix a été supprimé et une période de privatisations a commencé.

L'augmentation du prix du pétrole a généré une certaine croissance économique, mais la population a toutefois continué de s'appauvrir.

Lors des élections de décembre 1998, l'ex-lieutenant-colonel Hugo CHÁVEZ, héros des défavorisés, a obtenu 56,20 % des voix en qualité de chef d'une coalition de forces de gauche et nationalistes.

Depuis le début de son mandat, Hugo CHÁVEZ a affirmé son intention d'en finir avec le néolibéralisme sauvage et la corruption, tout en annonçant l'élection d'une assemblée constituante qui donnerait naissance à la V^e République.

La nouvelle constitution a été approuvée par 70 % de la population en décembre 1999, institutionnalisant la révolution bolivarienne, baptisée ainsi afin de suivre les idéaux de Simón BOLÍVAR, qui donne également son nom à la République bolivarienne du Venezuela.

En juillet 2000, les élections présidentielles ont permis à Hugo CHÁVEZ, grâce à sa réélection, de tenir sa promesse de rendre le pouvoir au peuple. En 2001, des améliorations de nature constitutionnelle ont été apportées en matière de droits de l'homme (protection des langues indigènes et, sur la base des normes de l'OIT, de cette population) et d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le 12 avril 2002, des entrepreneurs et des chefs militaires, mécontents de la perte de leurs privilèges à la suite des mesures sociales du gouvernement, provoquèrent un coup d'État qui rassemble 300 000 manifestants face au palais présidentiel. Les affrontements se soldèrent par 17 morts.

Pedro CARMONA a mené ce coup d'État en dissolvant l'Assemblée nationale et le Tribunal suprême de justice ainsi qu'en révoquant 49 décrets-lois promulgués par le gouvernement CHÁVEZ et la constitution de 1999. Le chef de l'armée, le général Efraín VÁZQUEZ, était derrière ces mesures.

Le lendemain, des milliers de manifestants favorables à Hugo CHÁVEZ et au régime établi sont descendus dans les rues de la capitale et se sont présentés devant le palais présidentiel de Miraflores pour dénoncer les arrestations arbitraires ordonnées par le nouveau gouvernement.

Les généraux qui avaient soutenu le coup d'État changèrent d'avis et critiquèrent les abus du mouvement putschiste. Cette situation provoqua la démission de CARMONA et le retour de CHÁVEZ à ses fonctions de président, le lendemain matin.

Durant le gouvernement CHÁVEZ et avec l'approbation de la nouvelle constitution, se sont produites plusieurs modifications institutionnelles renforçant le rôle du président. Ainsi, le Conseil moral républicain a été créé, organe représentant les intérêts des citoyens au sein du gouvernement. Le concept de démocratie participative a également été élargi.

En 1999, une commission judiciaire d'urgence a été nommée afin de lutter contre la corruption, en suspendant de leurs fonctions la moitié des juges. Le Conseil de la magistrature a disparu et a été remplacé avec la Cour suprême par le Tribunal suprême de justice, dont les règles furent approuvées par l'assemblée nationale en 2004.

Une mission électorale du Parlement européen a assisté à la tenue des élections législatives de décembre 2005. La mission, composée de six députés et présidée par M. Arunas DEGUTIS, ADLE, a pu constater le caractère démocratique du processus ainsi que le boycott de l'opposition. Des problèmes liés au vote électronique, une abstention importante de 75 %, l'utilisation excessive des médias et l'omniprésence militaire dans les bureaux électoraux ont été dénoncés.

Depuis les années 70, l'économie vénézuélienne vit une période de crise et de déclin économique. Le PIB par habitant de 5 649 dollars est supérieur à celui des autres pays voisins, mais distribué de manière inégale. Entre 1998 et 2003, une baisse de 27 % a été enregistrée, fait qui a énormément affaibli la situation sociale. 70 % de la population vit dans la pauvreté, dont

33 % d'entre eux en situation extrême conformément à la structure traditionnelle de la société vénézuélienne.

Le Venezuela est riche en ressources minérales, surtout en pétrole, dont la fluctuation des prix est également à la base de son instabilité et de sa dépendance extérieure.

L'instabilité politique et les conflits intérieurs ont provoqué une diminution des investissements étrangers. Le président s'est vu obligé de compenser ce déficit avec les bénéfices des ventes du pétrole dont le prix a énormément augmenté sur les marchés internationaux.

Des prix fixes ont été définis pour certains biens et services, surtout pour les aliments. Aussi, Hugo CHÁVEZ a tenté de réformer l'agriculture, d'augmenter la production et de repeupler les zones rurales.

Le secteur minier a été nationalisé. Les réserves d'aluminium, de charbon, de fer et d'or appartiennent à l'État.

L'inflation a pu être réduite, de 103,2 % en 1996 à 16 % en 2005, grâce au programme de contrôle des prix des aliments de base.

La stratégie de CHÁVEZ, à savoir utiliser les fonds obtenus grâce au pétrole pour les secteurs les plus défavorisés de la population, a permis de réduire les niveaux d'analphabétisme ainsi que la pauvreté. Nonobstant, ces programmes ne garantissent pas à eux seuls le progrès vers un développement durable, pour lequel une profonde modification structurelle serait indispensable.

Après le retour au pouvoir de CHÁVEZ, au lendemain du coup d'État, les forces d'opposition et les couches supérieures et moyennes de la société ont demandé sa destitution. Il bénéficie toutefois d'un soutien populaire considérable. Il a permis la liberté d'expression totale et a consacré une partie des bénéfices générés par le pétrole à la subvention de programmes sociaux en matière d'éducation et de santé. Il a entamé un plan d'expropriation des terres non productives et de redistribution des terres de l'État illégalement occupées.

En pleine situation de crise, le 15 août 2004, CHÁVEZ, s'est finalement soumis à un référendum révocatoire, tel que le prévoit la constitution, la population devant décider de la suspension de son mandat ou de sa poursuite. Les résultats, reconnus internationalement, furent favorables à CHÁVEZ à hauteur de 59,75 % des voix face à 40,25 % contre. Ce référendum a réaffirmé la popularité et la légitimité démocratique du leader bolivarien.

Pour les élections présidentielles du 3 décembre, les groupes d'opposition, précédemment très divisés et sans aucune coordination, se sont unis et présenteront un seul candidat, le social-démocrate, Manuel ROSALES, dont le programme électoral se fonde sur l'aide économique et sociale aux plus défavorisés, la réduction de l'aide extérieure (ainsi que la vente à un prix très bas du pétrole) et des dépenses militaires.

Comme promesse électorale, CHÁVEZ a posé la nécessité d'une transformation sociale en profondeur et, à cette fin, il a envisagé un référendum lui permettant de modifier la constitution pour supprimer la limite du mandat présidentiel.

Les sondages de septembre donnaient la victoire, avec 50 % des voix, à CHÁVEZ, face aux 37 % de ROSALES.

Rencontres avec des membres de l'exécutif:

La délégation a rencontré le vice-ministre pour les relations avec l'Europe, M. Rodrigo CHÁVEZ, qui s'est dit satisfait du fait que l'opposition ait décidé de participer aux élections autour d'un candidat et avec un projet alternatif pour le pays.

S'agissant des relations avec l'UE, il a manifesté le souhait du gouvernement d'approfondir celles-ci en ne se limitant pas uniquement aux thèmes commerciaux, mais également à ceux de la coopération au développement. Il a attiré l'attention sur la dualité existante dans le pays et particulièrement à Caracas, où cohabitent des quartiers résidentiels avec des poches de pauvreté autour de «*ranchitos*».

Rencontres avec des partis politiques:

La délégation a rencontré des représentants des partis regroupés autour de la **candidature du président CHÁVEZ** et de son parti MVR: PODEMOS, PPT, Partido comunista, Movimiento Revolucionario Tupamaro, Unión popular de Venezuela. Lors de cette réunion, était présent le ministre de l'information, M. William LARA. La décision de M. ROSALES et de l'opposition de se retirer des élections législatives fut très critiquée. En vue des élections présidentielles, ils ont prédit qu'un bon résultat permettrait à celui-ci de se conforter dans son rôle de chef de l'opposition, face aux possibles candidats d'autres partis.

À la question de la délégation relative à un éventuel déficit démocratique au Venezuela, étant donné que l'Assemblée nationale ne comprend aucun membre de l'opposition, il a été répondu que le système électoral était ouvert et démocratique. L'absence d'opposition à l'Assemblée était due à la volonté de l'opposition de se retirer des élections.

La genèse de l'unité des quasi 34 partis d'opposition autour d'un candidat unique a été discutée avec les **partis d'opposition**: MAS, COPEI, Primero Justicia, Causa R et Bandera roja.

Le retrait du précédent processus électoral a été jugé négatif. Leur participation aux élections présidentielles corrige cette décision qu'ils expliquent par le manque de confiance que suscitait le précédent CNE. S'agissant de l'avenir, ils ont dit leur intention de continuer unis, même si leur candidat n'était pas élu président.

Enfin, ils se sont plaint de l'«excès de zèle» des employés municipaux des services de nettoyage qui ont retiré les affiches de la campagne du candidat d'opposition avant la fin de celle-ci.

Le candidat-président, M. Hugo CHÁVEZ, n'a pas reçu la délégation du PE, bien qu'il ait reçu le chef de la MOE de l'UE, Mme Mónica FRASSONI. La délégation s'est réunie avec M. Manuel ROSALES, qui a qualifié la campagne électorale de marquée par un manque de respect de la démocratie et spécialement par la mauvaise utilisation des médias par le candidat du gouvernement en l'absence d'une réglementation relative à l'utilisation des moyens publics en période électorale. Aussi, il a accusé le CNE de ne pas réagir face aux activités, de nature électorale, du parti du gouvernement après la clôture de la campagne.

En ce qui concerne les machines de prise d'empreintes digitales (*maquinas captahuellas*), il a souligné leur inutilité étant donné que lors des précédentes élections, ce système n'avait permis de découvrir qu'une cinquantaine de cas de double vote.

Il a également souligné que le recensement présentait encore des anomalies.

L'élection présidentielle a également été qualifiée d'atypique étant donné qu'on allait procéder à un choix entre deux systèmes politiques différents.

Autres rencontres:

La délégation s'est réunie avec des membres de l'association «**Journalistes pour la vérité**», proche du parti au pouvoir, dont le représentant, M. José MARTÍNEZ NATERA a décrit ces élections comme les plus observées de l'histoire. Quant à l'action des médias avant et pendant la campagne, il a signalé que, au Venezuela, la liberté d'action a entraîné un abus de celle-ci ainsi qu'une politisation totale de l'information. La seule entrave existante est la dénommée «*ley resorte*» qui limite uniquement les contenus en fonction des horaires.

Le président du **Tribunal suprême de justice**, M. Omar MORA, a remercié la délégation d'avoir accepté l'invitation à venir observer les élections qui, a-t-il dit, démontreront que le Venezuela n'est pas une société de parti unique.

Une rencontre avec le général QUERALES, chef du **commandement unifié des forces armées nationales**, le CUFAN, qui remplira les fonctions dont il sera chargé par le sixième plan de la république, a eu lieu au siège du CNE. Ces fonctions, sous les ordres et la responsabilité du CNE, sont de garantir le transport et la protection du matériel électoral et, durant la journée électorale, de garantir la sécurité des électeurs et des membres des bureaux électoraux. 120 000 militaires et 18 000 réservistes participeront à ce plan.

La délégation s'est également réunie avec des représentants d'organisations de la société civile à vocation électorale:

Les représentants de «**Ojo electoral**» ont expliqué leur fonction d'assistance au vote et d'encouragement à voter, tout en exprimant leurs craintes que certains secteurs n'accepteront pas les résultats dans l'environnement polarisé que connaît le Venezuela et où les deux candidatures principales sont persuadées de remporter la victoire. Ils ont critiqué la décision du CNE de limiter à un maximum de 400 le nombre d'accréditations pour les associations d'observation.

Tout en reconnaissant l'existence d'erreurs dans le registre électoral, ils ont indiqué que celles-ci étaient mineures et qu'elles n'auraient aucune incidence sur les résultats des élections présidentielles bien qu'elles pourraient avoir des conséquences sur des élections municipales ou législatives. Quant à l'avenir, ils ont mentionné la nécessité pour le vainqueur de dialoguer avec l'autre partie afin de revenir à une normalité institutionnelle.

L'ONG «**SÚMATE**», proche de l'opposition, créée en 2002 afin de recueillir des signatures pour l'organisation du référendum révocatoire, a fait part d'un problème similaire, ayant reçu un nombre d'accréditations pour observer les élections bien inférieur à celui demandé pour les

personnes qui avaient reçu la formation nécessaire. L'organisation a ouvert un centre de réception d'appels pour collecter les plaintes relatives à la tenue du processus électoral. Des informations sur du matériel électoral insuffisant ou arrivé avec des scellés endommagés ont été reçues.

La représentante de «**PROVEA**», María Elena RODRÍGUEZ, a informé la délégation de la situation des droits de l'homme au Venezuela.

Mme RODRÍGUEZ a expliqué les différents plans et missions que le gouvernement a lancés pour mener à bien ses différentes politiques sociales. Elle a tout particulièrement fait référence aux missions SUCRE, ROBINSON, RIVAS ou «*Barrio adentro*», qui se concentrent sur l'assistance médicale primaire, alimentaire ou éducative. Les résultats permettent d'affirmer qu'une amélioration particulière a eu lieu dans des secteurs de la population qui ne faisaient pas l'objet de ces attentions précédemment.

Toutefois, les ONG ont dénoncé que l'espace public était de plus en plus occupé par des militaires aux travers de différents «plans» ou par les nominations de juges et magistrats militaires. Elles ont également souligné le manque de confiance des citoyens dans la justice. La lutte contre la corruption est également une des matières à rattraper.

Le nouveau gouvernement devra faire face à ces problèmes ainsi qu'améliorer l'accès au logement et à l'eau courante. Des 150 000 habitations dont la construction avait été promise, seulement 35 000 ont été réalisées. 43 % des «ranchitos» n'ont pas l'eau courante et 85 % ne disposent pas de fosse septique.

Finalement, ils ont qualifié de très positive la promulgation, cette année, de la loi des droits des peuples indigènes qui encouragera la lutte contre la malnutrition et les maladies comme la tuberculose dont souffre cette minorité.

La campagne électorale:

Les élections présidentielles semblent indiquer le début de la réconciliation nationale et le retour à la normalité démocratique vu la participation des partis d'opposition autour d'une dizaine de candidats, principalement le gouverneur de Zulia, M. Manuel ROSALES.

L'atmosphère au cours de la campagne électorale fut bien moins crispée que durant les élections législatives. Les partis politiques se sont regroupés autour des deux principaux candidats. Cela a également impliqué un taux d'abstention bien moins important.

Face à l'offre du président CHÁVEZ de continuer la politique sociale à l'intérieur ainsi qu'une présence importante sur la scène internationale, ROSALES a affirmé qu'il mettrait fin aux ventes subventionnées de pétrole à l'extérieur, spécialement à Cuba, et que les économies permettraient d'offrir aux Vénézuéliens une carte de crédit mensuel, appelée «*mi Negra*» pour un montant de quelque 200 euros. Le candidat de l'opposition s'est également engagé à revenir au sein de la Communauté andine.

Le président a proposé de convoquer une assemblée constituante pour réformer la constitution afin de permettre au président d'être réélu indéfiniment.

Le **Conseil national électoral**, le CNE, le cinquième pouvoir selon la constitution bolivarienne, formé de 5 membres, est élu par l'Assemblée nationale. En l'absence d'une opposition à l'Assemblée, la composition du CNE n'était pas équilibrée. Toutefois, le charisme personnel de sa présidente, Mme Tibisay LUCENA, qui s'est efforcée de démontrer à chaque instant son impartialité, a probablement fait que son rôle a été évalué de manière positive. Aussi, celle-ci s'est toujours montrée à la disposition de la délégation pour toute information ou observation. Au cours d'une réunion de la délégation avec les ambassadeurs de l'UE, ceux-ci ont mentionné le professionnalisme dont avait fait preuve le CNE.

L'opposition a présenté une liste de six points non négociables qui, en cas de non respect, entraînerait son retrait de l'élection présidentielle. Ces points concernaient la désignation et la formation des membres des bureaux, l'accréditation des témoins, le nombre des bureaux audités, qui devrait passer à 54,1 % (environ 17 500), la fermeture des collèges électoraux à 16 heures et le fait de placer les militaires et les réservistes sous les ordres du CNE et non du chef de l'État.

Les moyens de communication, qui se montrèrent rarement objectifs, ont reflété la bipolarisation que connaissait le pays. Les médias publics ont soutenu le président-candidat et les médias privés le candidat d'opposition. Les deux parties se sont accusées mutuellement d'abuser au bénéfice de chaque candidat des ressources et des moyens, de l'État, dans le cas d'Hugo CHÁVEZ et, de l'État de Zulia, dans le cas de Manuel ROSALES. Nous soulignons que la campagne institutionnelle a été utilisée de manière partisane, raison pour laquelle, selon nous, elle devrait à l'avenir fait l'objet d'une réglementation du CNE.

Certains des interlocuteurs avec lesquels la délégation s'est réunie ont fait allusion à la nécessité, afin d'en finir avec l'actuelle crispation, que le comportement des médias évolue vers une information vraie et objective.

La pression qui fut exercée sur des fonctionnaires publics ainsi que sur les bénéficiaires des différents programmes d'aide gouvernementaux a également été critiquée. Il a particulièrement été fait mention du message envoyé par le ministre de l'énergie et du pétrole, M. Rafael RAMÍREZ, aux employés de l'entreprise pétrolière PEDEVESA en faveur du vote pour le président CHÁVEZ. À cet égard, le CNE devrait réglementer l'indépendance des fonctionnaires et du secteur public dans le processus électoral.

Un thème récurrent pendant la campagne fut l'utilisation des machines de prise d'empreintes digitales (*captahuellas*). Leur utilisation a pour objectif d'éviter les doubles votes. L'opposition assure que l'encre indélébile remplit déjà ce rôle et qu'en outre ces machines dissuadent de voter pour un candidat d'opposition car, selon une croyance, il est possible de suivre la séquence de vote. Le candidat d'opposition a rappelé que les listes de signataires de la pétition du référendum révocatoire contre le président CHÁVEZ avaient été utilisées pour mener à bien des représailles contre certaines des personnes qui y étaient mentionnées. Finalement, l'opposition a accepté l'utilisation des machines bien qu'elle ait critiqué le fait cela ne concernait pas la totalité du territoire. Les représentants de «Ojo electoral» ont qualifié leur utilisation de gaspillage inutile. Malgré le fait que les services techniques de l'Union européenne aient assuré la confidentialité du vote avec ces machines, les réticences politiques quant à leur utilisation perdurent.

Lors des journées qui ont précédé le suffrage, le bruit a couru que les réunions publiques, spécialement dans les collèges électoraux, seraient interdites le jour des élections. Les autorités ont précisé que cela n'était pas vrai et ont invité les citoyens à assister aux dépouillements avec pour seule limite la capacité des locaux et la non-perturbation des travaux des bureaux électoraux.

Le nombre d'électeurs est légèrement supérieur à 16 millions. Ils exercent leur droit dans 32 331 bureaux situés dans 11 118 collèges électoraux. Le vote sera électronique dans tous les bureaux à l'exception de 671 dans lesquels on continuera à utiliser le système traditionnel.

Les candidats ont annoncé qu'ils accepteraient les résultats.

La journée électorale:

Le jour de l'élection, le 3 décembre, la délégation, en coordination avec la MOE de l'UE, s'est répartie en quatre groupes afin de couvrir le nombre maximum de collèges dans la ville de Caracas. Au cours de la journée, la délégation a assisté à l'ouverture des collèges électoraux, au vote, à la fermeture des urnes et au dépouillement. Les quartiers généraux de campagne des candidats ont également été visités, celui de Miranda de M. CHÁVEZ ainsi que celui du candidat ROSALES. La délégation a également participé aux différents points de presse qui avaient été programmés par la chef de la MOE de l'UE, Mme Mónica FRASSONI. Les deux quartiers généraux de campagne ont confirmé le fait que les élections se déroulaient normalement, avec seulement quelques incidents isolés. Il a également été confirmé que les deux candidats reconnaîtraient les résultats électoraux. Le principal incident qui mérite la peine d'être souligné fut la déclaration par la télévision d'État, alors que les collèges électoraux étaient encore ouverts, annonçant le triomphe du président CHÁVEZ. L'engagement des médias à ne fournir aucun résultat électoral avant les premières estimations du CNE, n'a pas été respecté par la chaîne gouvernemental Telesur, après CNN.

La journée électorale s'est déroulée normalement. Certains collèges ont tardé à ouvrir, ce qui a entraîné la formation de files d'attente atteignant jusqu'à trois heures au cours de la matinée. L'utilisation des machines de prise d'empreintes digitales a ralenti le processus.

La liste des candidatures était assez confuse et difficilement lisible, spécialement pour les personnes plus âgées. Dans certains cas, le justificatif du vote, qui devait ultérieurement être introduit dans l'urne, sortait blanc à cause d'une erreur de manipulation de la part de l'électeur. Cela a donné lieu à des rumeurs de manipulation.

Lors du suffrage, plusieurs machines «*captahuellas*» ont été détériorées ou détruites, ce qui a entraîné l'arrestation des auteurs de ces faits.

Une fois les résultats provisoires annoncés par le CNE, les candidats ont reconnu ceux-ci. L'acceptation des résultats par le candidat d'opposition a été particulièrement tranquillissante.

Au cours de la matinée du 4 décembre, le président de la délégation, M. MEDINA a fait une déclaration devant les médias, au siège du CNE, dans laquelle il félicitait les candidats et le peuple vénézuélien pour le déroulement de la journée électorale.

Les résultats finaux (95,24 % des scrutins dépouillés) ont donné la victoire à M. Hugo CHÁVEZ FRÍAS avec 62,89 % des voix (7 161 637) face aux 4 196 329 voix obtenues par M. Manuel ROSALES (36.85 %).

Le taux d'abstention a été de 25,12 %.

Conclusion:

Les élections au Venezuela se sont déroulées de manière satisfaisante, en grande partie grâce tant au professionnalisme du CNE, et surtout de sa présidente, Mme Tibisay LUCENA, qu'à l'acceptation des résultats par le candidat malheureux. Les exemples des dernières élections au Mexique et en Équateur auraient pu avoir de graves conséquences, faute de reconnaissance des résultats et étant donné la crispation et la polarisation qui avaient marqué toute la campagne électorale.

La participation d'une opposition unie autour d'un candidat lors des élections a permis le retour de celle-ci dans la sphère publique et un grand pas en faveur de la normalisation dans un pays, démocratique, mais où les partis d'opposition sont absents de l'Assemblée nationale. Le temps est venu d'adopter des formules afin de permettre que l'opposition occupe la place qui lui revient. Il importe également que l'unité réalisée autour du candidat ROSALES soit durable et qu'il ne s'agisse pas uniquement d'une rencontre ponctuelle de dizaines de forces politiques en vue d'élections. Les résultats obtenus par ce dernier devraient lui permettre de remplir le rôle de chef de l'opposition.

Pour l'avenir, la tâche qui se pose au CNE est encore importante malgré les progrès réalisés entre les élections législatives et présidentielles. Le système des machines de prise d'empreintes digitales doit être amélioré, maintenant qu'il est parvenu à dissiper, dans une large mesure, les craintes des électeurs. Les erreurs dans le recensement doivent être corrigées.

Étant donné que le processus électoral s'est déroulé de manière positive et normale, et prenant en considération les résultats des élections, une phase de normalisation démocratique a débuté. L'Union européenne devrait y contribuer en encourageant le dialogue politique avec la société civile.

PARLAMENTO EUROPEO

<http://www.europarl.europa.eu>

DELEGACIÓN AD-HOC PARA LA OBSERVACIÓN DE LAS ELECCIONES EN VENEZUELA

Domingo, 03 de diciembre de 2006

Lista de Participantes

Miembros de la Delegación

Nombre	Apellido	Grupo político	País
Sr. Manuel	MEDINA ORTEGA, Presidente ● <i>Comisión de Mercado Interior y Protección del Consumidor</i> <i>Miembro</i>	PSE	España

Sr. André	BRIE ● <i>Comisión de Asuntos Exteriores, Miembro</i>	GUE/NGL	Alemania
Sr. Emanuel	FERNANDES JARDIM ● <i>Comisión de Transportes y Turismo, Miembro</i>	PSE	Portugal
Sr. Nathalie	GRIESBECK ● <i>Comisión de Presupuestos, Miembro</i>	ALDE	Francia
Sr. Carlos José	ITURGAIZ ANGULO ● <i>Comisión de Desarrollo Regional, Miembro</i>	PPE-DE	España
Sr. Sergio	MARQUES ● <i>Comisión de Desarrollo Regional, Miembro</i>	PPE-DE	Portugal
Sr. Willy	MEYER PLEITE ● <i>Comisión de Asuntos Exteriores, Miembro</i>	GUE/NGL	España

Grupos Políticos de los Miembros de la Delegación

PPE-DE: Grupo del Partido Popular Europeo (Demócrata-Cristianos) y de los Demócratas Europeos
PSE: Grupo Socialista en el Parlamento Europeo
ALDE: Grupo de la Alianza de los Demócratas y Liberales por Europa
GUE/NGL: Grupo Confederal de la Izquierda Unitaria Europea/Izquierda Verde Nórdica

Secretaría de la Delegación

Sr.	Luis	MARTINEZ GUILLEN	Administrador Principal
Sra.	Armelle	DOUAUD	Administrador

Secretaría de los Grupos Políticos

Sr.	Juan	SALAFRANCA	Consejero grupo PPE-DE
Sr.	José Antonio	GIL DE MURO	Consejero grupo PSE

Intérpretes

Sra.	Beate	BREHM (TEAM LEADER)	DE/ES/FR
Sra.	Iciar	ALLENDESALAZAR	ES/DE/FR
Sr	Jorge	FERRER DEGLMANN	ES/DE/FR
Sr	Laurent	D'AUMALE	FR/ES/DE

Otro Participante

Sr.	Igor	ALONSO	Asistente del Sr. ITURGAIZ
-----	------	---------------	----------------------------



UNION EUROPÉENNE
Mission d'observation électorale
VENEZUELA 2006



Programme des activités
Députés européens
Du 30/11/06 au 04/12/06

Jeudi 30/11/06

Arrivée au Venezuela, aéroport Simón Bolívar, Maiquetía.
Transfert vers Caracas. Logement Hotel Tamanaco.

Vendredi 01/12/06

09:00 Briefing avec la MOE de l'UE. Députée européenne Monica Frassoni et
Équipe centrale
Lieu: Hotel Caracas Palace

L'heure de la rencontre avec la présidente et les principaux recteurs du CNE
reste à préciser. (À CONFIRMER)

13:00 Déjeuner avec le représentant de la délégation de la CE au Venezuela,
l'ambassadeur Antonio García-Velásquez, les ambassadeurs de Finlande et
d'Allemagne.

15:00 Réunion avec des acteurs politiques soutenant le parti au pouvoir: PODEMOS,
PPT, Partido Comunista, Movimiento Revolucionario Tupamaro, Unión
Popular de Venezuela.

16:30 Réunion avec des acteurs politiques de l'opposition: MAS, COPEI, Primero
Justicia, Causa R, Bandera Roja.

18:00 Réunion avec le candidat Manuel Rosales et des membres du quartier général
de la campagne de M. Rosales.

Les réunions de l'après-midi auront lieu à l'Hôtel Caracas Palace.

Samedi 02/12/06

- 09:00 Réunion avec le président du Tribunal suprême de justice, Dr. Ivan Mora. Lieu: siège du TSJ.
- 10:30 Réunion avec le Chef du commandement unifié des forces armées-CUFAN
- 14:30 Réunion avec des représentants de OJO ELECTORAL.
- 16:00 Réunion avec des représentants de SUMATE.
- 18:00 Réunion avec l'ONG PROVEA

Dimanche 03/12/06

Observation électorale
Procédure de constitution des bureaux et ouverture du processus.
Observation de la journée électorale.
Fermeture des bureaux électoraux.
Contrôle des dépouillements.

Lundi 04/12/06

Retour en Europe